

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Bolivie-et-Amerique-Latine-La-guerre-aux-hordes-indigenes>

Bolivie et Amérique Latine :La guerre aux « hordes » indigènes

- Notre Amérique - Réflexions -

Date de mise en ligne : mardi 19 novembre 2019

Description :

Bolivie et Amérique Latina. La guerre aux « hordes » indigènes. *Les gars. Pour connaître la démocratie argentine ou toute autre démocratie et ses possibilités, ne regardez pas l'Europe, mais la Bolivie...Horacio Verbitsky*

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La reconnaissance rapide des États-Unis aux Forces Armées Boliviennes pour leur participation au coup d'État qui a expulsé le président Evo Morales du gouvernement n'est pas une surprise, elle ne fait que suivre une ligne cohérente de défense des intérêts économiques et géopolitiques. Lorsque nous parlons de l'influence du [Commandement Sud](#) dans les affaires de nos pays, il n'y a pas toujours conscience de l'importance de la région pour les États-Unis d'Amérique. Le *Commandement Sud* lui-même est une source d'information fondamentale, à la fois à travers les présentations de son Commandant devant les commissions du Sénat de son pays que par les documents publics sur la stratégie.

En 2004, lorsque j'ai débattu à Miami avec le général James T. Hill, alors chef du *Commandement Sud*, qui encourageait le fait que les militaires veillent sur la sécurité intérieure, la région (et essentiellement le Venezuela) fournissait un tiers du pétrole qu'importaient les États-Unis, c'est-à-dire plus que tous les pays du Moyen-Orient réunis ; cela impliquait un échange commercial équivalent à celui des États-Unis avec toute l'Europe et, en 2010, on estimait qu'il dépasserait ce que les États-Unis auraient avec l'Europe et le Japon ensemble. En 2001, les États-Unis ont vendu davantage aux pays du Mercosur qu'à la Chine et à l'Inde réunies. Chaque fois que je mentionne ces données, je rencontre des gestes d'étonnement. Ce sont des données de base qui ne sont généralement pas prises en compte.

En mai de cette année, l'amiral Craig Faller a publié le document de stratégie du *Commandement Sud*, intitulé « *Enduring Promise for the Americas* », dont il avait la charge. Dedans il y dit que « les pays de la région entretiennent avec les États-Unis des relations commerciales de plus de 1800 milliards de dollars par an » (des trillions, en anglais). C'est le triple du volume du commerce de marchandises des États-Unis avec l'Europe, qui, selon les statistiques officielles de l'Union Européenne, s'élevait à 673 milliards de dollars en 2018.

Le rapport de Faller indique également qu'entre 2013 et 2017, « les investissements directs étasuniens en Amérique Latine et dans les Caraïbes ont dépassé 655 milliards de dollars », soit une moyenne de 130 milliards par an. Selon le rapport de la CNUCED, en 2018, le total des investissements directs étrangers de toute origine en Amérique Latine s'élevait à 151 milliards.

En juin, Faller s'est rendu à Buenos Aires et devant des cadets du Collège de guerre interarmées des Forces armées , il a mis en garde contre la menace de la Chine et du Venezuela.

En juillet, devant le *Sous-comité des menaces émergentes* de la commission FFAA du Sénat de son pays, il a déclaré que la Chine tentait de remplacer les États-Unis en tant que principal partenaire de la région. La mission du *Southern Command* [Commandement Sud] est de l'empêcher.

Des anciennes nouvelles menaces ...

Depuis le début de ce siècle, le *Southern Command* a insisté sur les « nouvelles menaces » contre lesquelles l'armée américaine et les Caraïbes devraient agir. En mars 2000, lors de l'inauguration du *cours supérieur des forces armées* , le ministre de la Défense, Ricardo López Murphy, a énuméré parmi ces « nouvelles menaces » qui viseraient la société.

- ▶ l'extrême pauvreté,
- ▶ la surpopulation et les migrations massives,

- ▶ le terrorisme international,
- ▶ le trafic de drogue,
- ▶ le fondamentalisme religieux et
- ▶ les luttes ethniques et raciales.

Ces visions paranoïaques ont été fortement stimulées par les attaques terroristes perpétrées à New York et à Washington le 11 septembre 2001, où il faudra attendre des décennies pour pouvoir ouvrir les archives. Le général Juan Carlos Mugnolo, des chefs de l'Etat-major, a rédigé des rapports avec des cartes sur lesquelles le Brésil était écrit avec Z et les frontières étaient désignées comme des frontières internationales. Le populisme radical et l'indigénisme se sont joints à ces menaces. Pour le général Mugnolo aux cheveux roux et aux taches de rousseur, il était problématique que 30% des militaires brésiliens affectés en Amazonie « soient des autochtones ». La même empreinte raciste a survolé le chapitre consacré à l'Équateur, selon lequel « le problème de l'indigénisme persiste dans le pays (47%) » qui « aggravera les conflits internes ». Pour l'Armée argentine, qui a supprimé l'indigénisme local avec la [Conquête du Désert](#) du XIXème siècle, l'indigenisme équatorien est l'un des facteurs qui ajoute à ce pays « dans une vague de désintégration et d'instabilité ». Sans parler de la Bolivie, où la dictature argentine a mené en 1980 le coup d'état qui a instauré la narco-dictature répressive de Luis García Meza et Luis Arce Gómez [en Bolivie].

... à la militarisation du conflit technologique

Ces dernières années, les rapports du chef du *Southern Command* donnent moins de détails sur l'importance économique de la région pour les États-Unis, mais respectent les directives du document sur la stratégie de Sécurité Nationale signé par le président Donald Trump en décembre 2017, dans lequel il déplace l'axe des menaces terroristes et du trafic de drogue vers la confrontation mondiale avec des puissances hostiles, telles que la Chine, la Russie et l'Iran. Ce document présidentiel fonde la militarisation de la politique étrangère dans la lutte contre la Chine (et son allié mineur, la Russie) pour la suprématie technologique.

Trump y postule que « *la sécurité économique est la sécurité nationale* » et indique quelques objectifs pour l'atteindre :

- Rajeunir l'économie nationale (c.-à-d. Le marché intérieur) ;
- Être chef de file en recherche, technologie, invention et innovation ;
- Promouvoir et protéger notre base de sécurité nationale sur l'innovation (contre la pénétration de concurrents tels que la Chine) ;
- Affirmer la prévalence énergétique.

Diverses priorités sont définies pour chaque objectif. Le premier concerne les « gouvernements de gauche autoritaires et anachroniques du Venezuela et de Cuba », qui permettent aux concurrents des États-Unis, de la Chine et de la Russie d'agir, « qui cherchent à élargir leurs liens militaires et à vendre des armes dans la région ». Mais la Chine cherche également à attirer la région sur son orbite par le biais « d'investissements et de prêts de l'Etat ». La troisième priorité est de lutter contre la corruption à l'étranger, « en ciblant les responsables étrangers corrompus et en collaborant avec les pays pour améliorer leur capacité de lutte contre la corruption, afin que les

entreprises étasuniennes puissent faire face à la concurrence dans un environnement sain de busines transparente ».

C'est d'une importance primordiale pour l'Argentine, où

- le plus grand investissement étranger chinois dans le monde est basé (la construction des barrages *Condor Cliff* et *Barrancosa*, pour 5 milliards de dollars) ;
- la plus grande base d'observation satellitaire chinoise est établie ; elle est intervenue lors du bon atterrissage de la lune sur la face cachée de Selene et opération à laquelle a participé l'armée rouge ;
- La compagnie pétrolière nationale *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC) est l'un des neuf concessionnaires de la région de Vaca Muerta, associée à *British Petroleum* et aux actionnaires de *Bridas*, époux de Bettina Guardia et Nunzia Locatelli. à proximité, les États-Unis ont érigé une base d'aide humanitaire pouvant être utilisée à des fins militaires.
- le groupe Clarín a accepté de développer la technologie 5G avec la société chinoise Huawei, qui est au centre du conflit sino-gringo. un tiers des rares réserves de la Banque centrale est libellé en monnaie chinoise, communément appelée yuan.
- La Chine financera 85% des installations des quatrième et cinquième centrales nucléaires argentines, qui seront construites en partenariat avec INVAP. Ce montant s'élève à 8 milliards de dollars.

Au cours de la réunion à Mexico avec le président élu, Alberto Fernández, le délégué pour *Subamérica* au *Conseil de Sécurité Nationale* étasunien, Mauricio Claver, un fils de cubains, a déclaré comprendre la nécessité pour l'Argentine de maintenir les meilleures relations avec la Chine, mais lui a demandé de s'abstenir de tout accord avec Huawei. Alberto a pris note et ne s'est pas prononcé. Il n'est pas possible d'exclure que, lorsqu'il prenne ses fonctions, l'affaire ne soit plus d'actualité, car les concessions que les Chinois ont consenti à faire aux États-Unis, en termes commerciaux, ont pour contrepartie la levée de la quarantaine mondiale contre Huawei.

Retour au radar

Depuis la première guerre du Golfe, il y a trente ans, jusqu'aux interventions US en Irak, en Afghanistan, en Libye et en Syrie, l'Amérique Latine est sortie du radar étasunien. Cette bénédiction a coïncidé avec la fin du cycle des dictatures militaires. De toute façon, une série d'épisodes a mis en lumière la glace sur laquelle les gouvernements populistes ont patiné : le coup d'état manqué contre Hugo Chávez à Caracas en 2002 ; la crise haïtienne de 2004, qui a abouti au renversement du premier président élu au suffrage populaire, le prêtre du tiers-monde et théologien Jean Aristide ; la rébellion des patrons des entreprises agricoles argentins et la montée simultanée du *Media Luna* [Croissant, Provincia de Santa Cruz et ?????] contre Evo Morales en 2008 ; le renversement du président du Honduras, Mel Zelaya, en 2009 ; la destitution expresse du président du Paraguay, Fernando Lugo, en 2012 ; la déstabilisation du gouvernement argentin après le décès de l'ancien procureur Natalio Alberto Nisman, avec une offensive de désinformation financée par les *fonds voutours*, qui avait déjà reçu la promesse du candidat de l'opposition Maurizio Macrì de payer tout ce qu'ils réclamaient sans discussion ; le limogeage par le Congrès de la présidente brésilienne Dilma Rousseff et l'arrestation de Lula pour l'empêcher de se présenter et de remporter les élections qui ont mené à la présidence du Capitaine de l'Armée, Jair Bolsonaro, qui revendique avec force non seulement la dictature, mais également la torture des prisonniers.

Des dizaines de milliers de câbles diplomatiques aux missions diplomatiques US dans la région divulgués par

WikiLeaks décrivent le soutien économique et stratégique reçu par les forces qui ont affronté Evo Morales en Bolivie et CFK en Argentine, dans la révolte parallèle des patrons du secteur agricole en 2008. En 2007 déjà, des câbles de l'ambassade US à La Paz avaient souligné le soutien à l'opposition dans la zone de *Media Luna*, « pour renforcer les gouvernements régionaux comme contrepoids au gouvernement central ». L'agence d'aide USAID dispose d'un *Bureau des initiatives de transition* (OTI) qui a approuvé des subventions d'un montant de plusieurs millions de dollars pour financer les opposants à Chavez et à Evo. Lorsque les départements de *Media Luna* ont organisé de violentes manifestations au cours desquelles 20 partisans du gouvernement sont décédés, Cristina, Michelle Bachelet et Lula ont soutenu le gouvernement de Morales, tandis que les États-Unis maintenaient une communication régulière avec les dirigeants du mouvement violent, séparatiste et raciste.

Il a proposé de « dynamiter les gazoducs » et de considérer « la violence comme une possibilité pour forcer le gouvernement ». Un câble mentionne même qu'un *comité d'action d'urgence* et l'*Equipe d'évaluation de la situation* du *Commandement sud* « établiront un plan d'intervention immédiate en cas d'urgence imprévue, par exemple une tentative de coup d'État ou le décès du président Morales ». Le reformaté ABC avec Cristina, Lula et Bachelet a permis d'équilibrer les forces de la région. En 2009, lors de la campagne pour la réélection d'Evo, il a été établi que des propriétaires terriens et des hommes d'affaires de Santa Cruz de la Sierra avaient recruté des mercenaires d'Europe centrale et des carapintadas d'Argentine (parmi lesquels le colonel seneldiste [1] Luis Enrique Baraldini et le capitaine Jorge Mones Ruiz). comme force de choc et commando assassin. L'un des dirigeants de ce soulèvement était l'homme d'affaires bolivien d'origine croate, Branko Marinkovi Jovi evi . Mones Ruiz était le créateur d'*Unamérica* , une confédération d'organisations régionales de droite, en contrepartie d'UNASUR. En avril 2009, la police bolivienne a découvert la cellule dirigée par l'aventurier bolivien d'origine hongroise Eduardo Rózsa Flores, qui, après sa participation à la guerre des Balkans, avait également obtenu la nationalité croate, le Hongrois Árpád Magyarosi et l'Irlandais Michael Martin Dwyer qui avait l'intention de tuer Evo. Les trois ont été tués en résistant à l'arrestation.

Les Etats-Unis ont réarmé leur IV eme Flotte, tandis que son instrument de propagande radiophonique, *Voice of America* , étendait ses transmissions à des pays « dont les dirigeants critiquent sévèrement les Etats-Unis », selon la note du *Washington Post* de 2009. La note de Juan O. Tamayo a mentionné Chavez au Venezuela, Evo en Bolivie, Correa en Equateur et Daniel Ortega au Nicaragua. Dans toutes ces crises, Lula, Cristina et leurs collaborateurs Marco Aurelio García et Jorge Taiana sont restés en contact, sachant bien qu'il n'existait pas de petits pays sans importance et qu'une chaîne était aussi forte que son maillon le plus faible. Mais cette année, Trump a commencé à regarder fixement le sud.

La réapparition des Forces armées en tant qu'acteurs politiques dans toute la région est l'un des aspects les plus regrettables de la situation. Cela se produit du nord au sud, à quelques exceptions près. L'Argentine est la principale, en raison du rôle des défenseurs des Droits de l'homme, qui a rendu possible un processus unique dans le monde de la *Mémoire Vérité et justice*. Ils ont été parmi les premiers à rejeter le coup d'État en Bolivie et, demain, ils participeront avec les organisations syndicales et sociales à la mobilisation du soutien à Evo Morales et à la dénonciation du coup d'État.

Les financiers

Dans le portail de journalisme d'investigation [The Grey Zone](#) , ce à dire La Zone Grise, Jeb Sprague rapporte que les chefs de l'Armée et de la Police boliviennes qui ont forcé la démission du président Evo Morales ont été formés par les États-Unis à l' [École des Amériques](#) , et au FBI. L'ancien commandant des Forces Armées Boliviennes, Williams Kaliman, qui, lors d'une conférence de presse, a suggéré à Morales de démissionner (cette suggestion est envisagée dans la Constitution compte tenu de graves problèmes de sécurité, mais jamais pour des questions politiques) était Attaché Militaire de l'ambassade de Bolivie à Washington. En 2003, il a suivi le *cours WHINSEC*, acronyme de l'*Institut de sécurité de l'hémisphère occidental*. qui à lieu à [Fort Benning](#) , en Géorgie, depuis le changement de nom de l'*École des Amériques* , en raison de son lien indélébile avec les coups d'État et les

dictatures militaires des décennies passées.

[Selon The Grey Zone](#), les principaux chefs de la police du coup d'État ont participé au programme d'échange APALA, chargé de recruter des attachés de police dans les ambassades d'Amérique Latine à Washington.

Il y a à peine six mois, le 20 mai 2019, la journaliste Eva Golinger publiait un rapport intitulé « [L'invasion silencieuse de l'USAID en Bolivie](#) (en esp) » (dont l'innocent nom officiel est *Agence de Développement International*, qui est un jeu des mots, puisque cela signifie aide américaine). Golinger et Jeremy Bigwood ont obtenu des [documents secrets](#) dans le cadre du programme [FOIA](#) (*Freedom of Information*) selon lequel l'USAID a investi 97 millions de dollars dans des projets de décentralisation et d'autonomie régionale et de soutien aux partis politiques depuis 2002 ; qui a financé en 2003 et 2004 les tentatives visant à empêcher le dirigeant de la cocaïne Evo Morales de se présenter à la présidence, puis de la renverser et de diviser la Bolivie en deux républiques, l'une gouvernée par la majorité autochtone et l'autre par les descendants d'Européens et des métis, qui habitent des zones riches en ressources naturelles, telles que l'eau et le gaz. USAID est ainsi devenu le principal bailleur de fonds des mouvements séparatistes promus dans la *Media Luna* de l'Est bolivien, siège de Camacho, qui préside aujourd'hui le comité départemental de Santa Cruz. Il y a trente ans, il était présidé par son père, José Luis Camacho Parada. Le frère aîné du chef du coup d'Etat, Camacho Miserendino, est le responsable des entreprises familiales.

À propos des entreprises de la famille Camacho et de leurs relations avec d'autres groupes économiques, voir l'article de Magdalena Rua [Retrato de una oligarquía](#) [Portrait de l'oligarchie]. Rua raconte l'expropriation de la société de production et de distribution de gaz Camacho ordonné par Morales. Selon la base de données [Offshore Leaks](#), compilée par le [Consortium international de journalisme d'investigation](#) avec les rapports des *Panama Papers*, parmi les actionnaires de la société phare de Camacho, [Navi International Holdings](#), se trouve Radmila Jovicevic de Marinkovic, mère de Branko.

Une commission législative a examiné la participation de Camacho aux « *Panama Papers* » et a conclu qu'il avait servi d'intermédiaire dans le système *offshore* pour favoriser la dissimulation de fortune, le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale.

Les réunions préparatoires des membres des Comités civiques avec les Officiers des Forces armées ont été enregistrées dans une douzaine d'audios publiés dans divers médias indépendants, tels que *La Época* et *Elperiodico.cr*. Il est fait mention de la volonté de s'opposer à la réélection d'Evo Morales, des allégations de fraude en cours de préparation et de la non reconnaissance des résultats si le président était réélu. Il est même question de contacts avec des sénateurs des Etats-Unis d'origine hispanique, Ted Cruz, Marco Rubio et Bob Menéndez. Les voix identifiées sont celles de l'ancien maire de Cochabamba et ancien candidat à la présidence, Manfred Reyes Villa, ancien élève de WHINSEC, résidant actuellement aux États-Unis ; Le général Remberto Siles Vasquez (audio 12) ; Le colonel Julio César Maldonado Leoni (audios 8 et 9) ; Le colonel Oscar Pacello Aguirre (audio 14) et le colonel Teobaldo Cardozo Guevara (audio 10). Tous ont fréquenté l'École des Amériques.

Dans une autre note, la journaliste argentine Alejandra Dandan a reconstitué la réunion précédent le coup d'Etat dans laquelle Camacho a demandé au consul d'Argentine à Santa Cruz, Roberto Dupuy, de pouvoir demander l'asile en cas d'échec du coup d'État. Dans une autre note de cette édition, Fernando Latrille a interviewé Edgardo Salmoiraghi, président de la Société rurale de San Pedro (l'un des épices du blocus de 2008 visant à désapprovisionner les villes argentines). Avec un discours explicitement anti-politique et un ton exaspéré, Salmoiraghi refuse toute augmentation des rétentions (taxes à l'exportation). Dans une demande officielle, la SRA de San Pedro se déclare en état d'alerte et reproche aux autorités nationales de la région rurale leur passivité et leur silence face à « l'application imminente de mesures de confiscation pour les producteurs avec la mise en oeuvre d'une nouvelle mesure de retenue accrue » Il affirme également qu'Alberto Fernández « sera écrasé par sa compagne de formule ».

En priant Dieu

Le facteur religieux ne peut être sous-estimé. [Cette vidéo](#) (4') de Bolivie montre une congrégation protestante lors d'une session au cours de laquelle le pasteur fait allusion au futur coup d'Etat, selon ses propres mots, il le prophétise, ainsi que le caractère chrétien du futur président et son origine provenant du *Media Luna*, plus précisément de Santa Cruz.

Mais l'épiscopat catholique a également [publié un message](#) justifiant le renversement de Evo Morales, affirmant qu'il ne s'agissait pas d'un coup d'État et exhortant les Forces armées à défendre... la propriété.

Le [très dangereux] mélange idéologique et religieux se manifestait dans la biographie d'Eduardo Rózsa Flores : de mère juive, il a milité à l'*Opus Dei* catholique mais s'est ensuite converti à l'islam.

Les responsables du coup d'Etat ont déplacé le siège du gouvernement au *Palacio Quemado*, affirmant que la *Maison du Peuple* construite par Evo était un emblème de la corruption. Dans le style du coup d'État de Buenos Aires de 1955, ils ont organisé une visite de la chambre à coucher d'Evo, affirmant qu'elle était somptueuse, ce que les images ne montraient pas. Dans une interview à ne pas manquer avec la BBC, la présidente Añez a déclaré qu'avec elle « *Christ et les évangiles revenaient au gouvernement* », elle a accusé Evo d'être un athée et lorsque le journaliste anglais étonné lui a dit que la Bolivie était encore un État laïc, elle lui a répondu de façon maternelle, que 80% des Boliviens étaient des hommes de foi. Dans la minute 8.24, elle décrit comme « ennemis internes les frères paysans ».

Les injures adressées à Evo ressemblent beaucoup à celles du fondamentalisme catholique contre le pape François, qu'ils accusent de profaner la Basilique de San Pedro pour avoir permis au Synode Amazonien de placer une image de la Pachamama, Mère Nature, qu'ils considèrent comme une icône païenne. « *Quiconque monte dans la pirogue de la Pachamama descend de la barque de Pedro* », proclament-ils. Le racisme est également présent dans l'incendie du Wiphala et dans le fait que la police n'a laissé seulement le drapeau bolivien sur sa plaque d'identification, après avoir déchiré l'image multicolore adjacente, qui est multiculturelle. Et ce n'est pas parce que la police de l'Altiplano futrecrutée en Scandinavie.

Mythe et vérité sur le lithium

Parmi les facteurs économiques auquel sont attribués l'incidence du coup d'État, figure l'exploitation du lithium, essentiel pour le remplacement des combustibles fossiles par l'électricité dans les transports. La Bolivie, le Chili, l'Argentine et le Pérou possèdent les plus grandes réserves mondiales et la Bolivie s'est engagée à ne pas exporter la matière première [à l'état brut] pour la fabrication, mais à mettre au point, à partir d'une entreprise publique, la technologie nécessaire pour produire et exporter la batterie finie. Pour cela, la Bolivie, a entamé des négociations avec une société allemande (un contrat qu'Evo Morales a annulé lors de l'un de ses derniers actes de gouvernement) et une autre Chinoise, que les États-Unis n'apprécient guère. Cependant, le magazine [Foreign Policy relativise son importance](#).

Selon FP, la Bolivie ne dispose pas moins que 30% des ressources mondiales en lithium, mais une partie seulement serait économiquement viable. Les réserves de l'Argentine et du Chili sont de meilleure qualité et dans des conditions climatiques plus favorables, ce qui les rend plus attractives. Les sociétés minières laissent la saumure au soleil s'évaporer, ce qui est plus facile sur les plateaux arides du Chili et de l'Argentine, tandis que les formations boliviennes sont situées dans des terres plus basses et plus humides, ce qui augmente les temps de séchage et leur coût. Elles ont également une concentration plus faible du minéral et 20 fois plus de magnésium qu'en Argentine, et trois fois plus qu'au Chili. La séparation du magnésium augmente également le coût.

Il est impossible pour un profane de déterminer s'il s'agit d'objections raisonnables ou intéressées. C'est pourquoi seulement on le signale.

Vers où chercher

À la fin de la dictature, en Argentine, le président Raúl Alfonsín s'est entouré d'universitaires et d'intellectuels, tels que le ministre des Affaires étrangères, Dante Caputo, et a ouvert un débat sur la démocratie et ses formes. Les références aux processus de l'Espagne, du Portugal, de la France et de l'Italie abondaient dans les colloques, conférences et dans des articles sur la transition. Eduardo Rinesi a récemment rappelé que les jeunes étudiants de cette époque avaient trouvé dans mes articles du dimanche la descente de ces spéculations sur terre ferme. Ce que j'ai dit alors était :

« Les gars. Pour connaître la démocratie argentine et ses possibilités, ne regardez pas l'Europe, mais la Bolivie ».

[(Cela reste un conseil valable, quarante ans plus tard [pour tout démocratie NDLT]).

Horacio Verbitsky * pour [El Cohete a la luna](#)

[El Cohete a la luna](#). Buenos Aires, le 17 novembre 2019

* **Horacio Verbitsky**. Ecrivain, chercheur et journaliste argentin. Il préside aujourd'hui le [Centro de Estudios Legales y Sociales](#) (CELS) y integrante de la junta directiva de la división latinoamericana de la ONG *Human Rights Watch/Américas*..

[1] Mohamed Alí Seineldín était un colonel argentin de l'armée argentine qui a participé à deux soulèvements ratés contre les gouvernements élus démocratiquement du président Raúl Alfonsín et du président Carlos Menem en 1988 et 1990.